

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1119 du 26 mai 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1119

EDITORIAL : Le jour où la pluie viendra... pp. 1-2

CONJONCTURE : L'Etat de la France : la France malade de l'Etat pp. 3-4

ACTUALITÉ : La France quitterait-elle l'Otan ? p. 4 - Va-t-on en venir aux vraies réformes ? p. 5 - A Bruxelles, on a tout mis sur la table p. 5

CONNAISSANCE DU LIBERALISME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Le jour où la pluie viendra...

La chanson veut que nous serons les plus riches du monde. La croissance, c'est comme la pluie. Les incantations à la croissance ont quelque chose de magique. A Camp Davis elles ont été au cœur du discours du nouveau Président français, mais aussi des résolutions du G8. « Il ne peut y avoir de croissance sans confiance, il ne peut y avoir de confiance sans croissance », a dit François Hollande avec conviction. Barak Obama souhaite également que l'Europe retrouve la croissance au plus tôt.

Le problème, c'est que nul n'explique comment on obtient de la croissance. Les chants désespérés sont les chants les plus beaux, et appeler de ses vœux la croissance c'est comme pour un malade souhaiter la

guérison. La croissance est un résultat, ce n'est pas un moyen.

Reste donc à trouver les chemins de la croissance.

Qui fait la pluie et le beau temps ? Les gens du sommet du G8, à peu d'exceptions près, sont persuadés qu'ils sont les maîtres de la conjoncture. Le grand sorcier de l'économie, Keynes, les a persuadés qu'ils disposent de deux baguettes magiques, capables de transformer la dépression en prospérité : la baguette budgétaire et la baguette monétaire. Les deux peuvent d'ailleurs s'articuler : un déficit budgétaire se finance facilement avec une émission de monnaie ex nihilo et l'inflation qui l'accompagnera tôt ou tard. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Le jour où la pluie viendra... (suite)

Le président Obama s'est particulièrement illustré dans cette politique « volontariste », qui force la croissance à apparaître : sa politique de « stimulus » a porté le déficit budgétaire à des sommets, puisqu'en 2010 la moitié des dépenses de l'Etat fédéral n'était pas couverte par des recettes ! Notre président Sarkozy, à la tête du G20, a contribué à généraliser la méthode. Le bilan est aujourd'hui sans appel : non seulement la croissance n'a pas redémarré (surtout en Europe) mais la dette publique a soudainement explosé. Ils croyaient faire la pluie, ils ont fait tomber la grêle. Que François Hollande aille dans le même sens n'est pas surprenant : depuis Léon Blum et la « politique du pouvoir d'achat », les socialistes sont persuadés que c'est en jetant l'argent par les fenêtres qu'on amasse des magots.

Une fois de plus, les libéraux ne cessent de le répéter : la croissance ne se décrète pas, les gouvernants ne sont pas des magiciens, ce sont plutôt des « enrayers ».

“ L'Etat n'est pas la solution, c'est le problème ”

Moins ils s'occuperont de croissance, moins il y en aura. En matière d'économie, les réformes libérales ne consistent pas à changer de politique, mais à supprimer la politique. « L'Etat n'est pas la solution, c'est le problème » disait Reagan dont les réformes ont valu vingt ans de croissance ininterrompue à son pays.

François Hollande se réfère à la confiance. Il a raison. Mais la confiance ne vient pas des discours volontaristes et prétentieux. Pour qu'il y ait confiance, il faut commencer par faire confiance aux gens. La grande majorité des Français sait mieux que des ministres de gauche ou de droite ce qu'il faut faire pour s'en sortir, ils sont mieux placés que les énarques pour régler leurs problèmes personnels. Mais il y a un double problème : d'une part, certains malins, ou inconscients, comptent bien continuer à vivre de l'Etat, aux dépens de tous les autres ; d'autre part, l'Etat ne fait confiance à personne car il a la main mise sur tous les actes de la vie économique.

Pour que les Français aient à nouveau confiance, il faut les libérer des chaînes administratives, fiscales, sociales, financières dans lesquelles ils sont enserrés. Alors ils pourront enfin se dire qu'ils travaillent, qu'ils épargnent et qu'ils entreprennent dans leur propre intérêt, et non pas en vue d'un « intérêt général » toujours invoqué et jamais identifié – ce qui permet de justifier n'importe quoi, notamment au nom de la « justice », le mot creux par excellence qui est au cœur des discours socialistes.

Mais quelles sont les intentions affichées par le nouveau pouvoir ?

Réglementer : encadrer les loyers, bloquer les prix.

Ponctionner : les hauts revenus, les « grandes fortunes, mais aussi tous les consommateurs avec la hausse de la TVA et bientôt des cotisations sociales. **Privilégier** : les syndicats, alliés naturels et artisans des luttes sociales, les « communautés » qui donnent un nouveau visage à la France.

Planifier : concentrer les crédits dans une grande banque publique et les distribuer en fonction des priorités nationales, et bien sûr protéger la France et l'Europe de la concurrence étrangère (Obama ne le fait-il pas ?).

“ Les Français enserrés dans de nouvelles chaînes ”

Renforcer un interventionnisme déjà étouffant n'est donc certainement pas pour rendre confiance aux Français et les persuader que la croissance sera au rendez-vous. Les bonnes réformes sont exactement à l'inverse : pour que les Français aient confiance, qu'on leur laisse la paix. Qu'on les laisse travailler, épargner, entreprendre, gagner de l'argent et leur assurer qu'il sera pour eux, et pas pour le percepteur ou l'URSSAF. La confiance c'est mettre fin à l'angoisse des retraites, aux désordres de l'Education Nationale, aux imprévus de la santé publique, à la spoliation par les prélèvements obligatoires. Oui, c'est vrai, il n'y a pas de croissance sans confiance. Mais il ne peut pas y avoir de confiance tant que les dirigeants s'occupent de la croissance. L'Etat Providence, l'Etat grenouille, a voulu se faire plus grosse que le bœuf. La chétive pécore enfla si fort qu'elle creva.

Ayons confiance en nous-mêmes.

Jacques Garello

L'ETAT DE LA FRANCE : LA FRANCE MALADE DE L'ETAT

Nous voici à mi-chemin entre présidentielles et législatives. La nouvelle majorité est en place, les premières décisions ont été annoncées par le gouvernement, et le pouvoir attend d'être confirmé dans les urnes, tandis que l'opposition mise sur une cohabitation.

Quels que soient le résultat et le gouvernement qui sortira des urnes, le même ou un autre, la réalité économique s'imposera à lui et elle n'est pas bonne. L'état de la France est alarmant. Pour l'améliorer, il faut poser le bon diagnostic : la France est malade de l'Etat.

Croissance zéro

L'économie française va mal ; elle n'est pas la seule, mais cela n'est pas une consolation. La maladie des autres ne nous guérit pas pour autant ; mais beaucoup de nos partenaires se sont lancés dans des réformes, alors que nous persévérons dans l'erreur.

La récession est à nos portes. Les prévisions de la Commission européenne ne sont guère optimistes : le PIB progresserait en 2012 de 0,5% seulement et en 2013 de 1,3%. Evidemment, c'est mieux que la Grèce (-4,7%), le Portugal (-3,3%), l'Espagne (-1,8%) ou l'Italie (-1,4%). Mais on peut douter que ce soit pour nous des modèles et ce qui compte, c'est d'abord notre principal partenaire et concurrent : l'Allemagne, pour laquelle la Commission annonce 0,7% en 2012 et 1,7% en 2013 : c'est mieux que nous.

Certes, nous ne sommes qu'aux portes de la récession puisque, au sens strict et pour les statisticiens, elle n'existe que si la croissance du PIB est négative pendant deux trimestres consécutifs. Mais les résultats trimestriels ne sont pas glorieux. Après avoir augmenté de 0,9% au premier trimestre 2011 (on nous disait alors qu'on allait être les champions de la croissance), le PIB est resté stable au second trimestre (0% de hausse), puis + 0,3% au troisième et + 0,1% au quatrième trimestre. Les chiffres du premier trimestre 2012 annoncent à nouveau une croissance zéro. Avec respectivement 0,1% et 0% pour

les deux derniers trimestres, la récession n'est pas loin. Surtout lorsqu'on apprend qu'au même premier trimestre, le PIB allemand a progressé de 0,5% : l'écart franco-allemand s'accroît.

Recul des investissements et hausse du chômage

La croissance n'est pas le seul indicateur d'une situation économique. Un détail fourni par l'INSEE pour le premier trimestre 2012 est inquiétant ; c'est le recul de 1,4% des investissements des entreprises. Or, l'investissement prépare l'avenir ; c'est la base de la croissance future des entreprises et de l'emploi. Le recul des investissements s'accompagne de celui de la consommation, en berne (+ 0,2% seulement). Et l'on consomme de plus en plus de produits étrangers : les importations sont en hausse sensible (+ 0,7%), alors que les exportations n'augmentent que de 0,3%. Cela confirme que la compétitivité des entreprises françaises, faute d'investissements suffisants, et sous le poids de charges et réglementations intolérables est en déclin permanent : la croissance n'est pas pour demain.

Certains ont prétendu que l'inflation était sous contrôle, et que la déflation menaçait, ce qui les autorisait à justifier toutes les fantaisies en termes de relance monétaire ou de monétarisation de la dette. Or l'inflation est restée soutenue : 2,3% en 2011 et elle devrait être encore de 2,1% en 2012. Non seulement le pou-

voir d'achat s'en ressent, mais l'efficacité économique aussi, car l'inflation perturbe le mécanisme des prix relatifs en brouillant l'information dont les acteurs économiques ont besoin.

Enfin et non le moindre, le chômage atteint, selon les informations de l'OCDE du 15 mai, 10% de la population active, contre 8,2% pour l'ensemble de l'OCDE, ainsi qu'aux Etats-Unis, et 5,6% en Allemagne. Certes, l'Espagne en est à 24,1%, mais est-ce la référence ?

Dette publique et record des dépenses publiques

Comment en est-on arrivé à cet état alarmant ? On connaît, pour les avoir souvent évoquées ici même, les origines de la crise mondiale. Les Etats-Unis en ont été le foyer, avec les subprimes et la politique monétaire laxiste. Puis, face à la crise financière de 2008, le laxisme des politiques budgétaires des Etats s'est généralisé dans tous les pays, car ils ont appliqué de manière pavlovienne la recette keynésienne de la relance. Le résultat est connu : la crise des dettes souveraines en Europe, qui menace, au-delà de la caricature grecque, presque tous les Etats et l'euro lui-même.

Maintenant s'amorce en Europe une relance monétaire, de nature à fragiliser le système, et non pas à relancer l'économie. Tout au contraire le keynésianisme et l'omniprésence de l'Etat conduisent à la récession et à l'explosion du chômage. >>

Pourquoi la situation est-elle plus grave en France que chez certains de nos partenaires ? C'est qu'avant même 2008 les gouvernements français avaient installé un déficit durable, structurel : le dernier budget à l'équilibre remonte à 1974. En 2012, le déficit budgétaire devrait être encore d'au moins 4,5%, sans compter les effets des nouvelles mesures gouvernementales. La dette publique continue à progresser et va dépasser les 90% du PIB.

Pourtant, il aurait été possible de redresser la situation. L'Allemagne a assaini ses finances publiques et le déficit a quasi-disparu (1% seulement). Si la situation française est si compromise, c'est que les réformes nécessaires n'ont pas été faites. En revanche, certains de nos voisins les ont réalisées à temps (réformes du marché du travail en Allemagne) ou sont en train de les mettre en œuvre (réformes de la concurrence et du marché du travail, comme en Italie).

L'Etat, cause de la maladie, est utilisé comme remède !

La France est malade de l'Etat. Avec 56% du PIB nous sommes champions d'Europe des dépenses publiques, et nous avons 10 points de plus que l'Allemagne. Les prélèvements obligatoires ont encore augmenté et sont parmi les plus élevés (47 % du PIB). Nous devrions donc couper dans les dépenses publiques et les prélèvements, et couper plus que les autres. Le programme du nouveau Président ne va pas dans ce sens.

L'Etat, ce n'est pas seulement l'argent, c'est aussi le cadre juridique qu'il a imposé. Les difficultés du marché du travail viennent de rigidités créées par l'Etat : SMIC, durée du travail, CDD et CDI, représentation syndicale.

C'est l'Etat qui freine ou fausse la concurrence, dans les services publics (dont le gouvernement défend les monopoles) ou dans les professions fermées, que

nous maintenons dans un combat d'arrière-garde. L'Etat, c'est encore des entreprises publiques et des participations, directes ou via la Caisse des dépôts, puissance financière inefficace et incontrôlée, que le nouveau pouvoir projette de doubler d'une banque publique des PME.

Le précédent gouvernement n'a pas vraiment réduit le rôle de l'Etat ; le nouveau gouvernement voit le salut dans plus d'Etat, de prélèvements, d'impôts, de dépenses, de réglementations, d'interventions. Pour soigner un pays malade de l'Etat, il y a mieux à faire que d'en élargir le pouvoir. Etrange médecine, vraie sorcellerie. A ce jeu l'écart de la France avec les autres pays qui ont réformé et réforment ne cessera de se creuser. Ailleurs l'Etat recule pour laisser place à la liberté économique. Est-ce si difficile à faire ?

Jean Yves NAUDET

La France quitterait-elle l'OTAN ?

Certainement pas, en dépit du retrait anticipé de nos troupes d'Afghanistan

Il y a la façade, il y a la réalité. La façade c'est le discours musclé (et sans cravate) de François Hollande à Chicago. « Pas négociable... Question de souveraineté » : les troupes françaises quitteront l'Afghanistan au plus tard en décembre 2012, un an au moins avant la date prévue. Victoire de la gauche pacifiste, ou désir de marquer la différence avec son prédécesseur, ou concession électorale à Jean Luc Mélançon : toujours est-il que le coup de menton du Président a beaucoup plu. Tenir tête à Obama (jusqu'à manquer son discours ?), et aux Américains : il fallait le faire. « La France seule » (Charles Maurras).

La réalité, c'est que la France fait défaut à ses engagements internationaux, et que l'on n'a pas le droit ni moral ni juridique, de ne pas respecter les termes d'un pacte signé par une autorité française au prétexte que le détenteur de l'autorité a changé. La réalité c'est que cet incident déplaisant et assez honteux n'est qu'un incident, et que, contrairement au rêve de Jean Luc Mélançon, la France ne quittera pas l'OTAN. Car la réalité, c'est encore qu'aucun pays libre ne peut assurer la sécurité de ses citoyens avec ses seuls moyens nationaux. L'installation de missiles en Europe pour bloquer ceux des Iraniens requiert la collaboration de tous les pays. Les armées

nationales sont de plus en plus intégrées dans des forces multinationales. Les forces de l'ONU ont montré leur inefficacité, et très souvent seule l'OTAN est capable d'intervenir. Elle l'a fait bien en dehors des territoires des pays membres, comme dans les Balkans, au Kosovo, en Macédoine, en Libye. Sans discuter de l'opportunité ni de la légitimité de ces interventions, force est de reconnaître que l'OTAN est un instrument décisif dans les conflits qui concernent directement ou indirectement la France. Le retrait de l'OTAN ne peut se concevoir ni se réaliser aussi facilement que le retrait d'Afghanistan. •

Retraites : va-t-on en venir aux vraies réformes ?

Le Medef et certains syndicats s'interrogent sur l'avenir de la répartition. Enfin !

Nous n'avons pas ménagé Laurence Parisot la semaine dernière, quand nous lui avons reproché d'aller trop ouvertement et trop rapidement dans le sens voulu par François Hollande en ce qui concerne le « dialogue social » et la conduite à tenir à l'égard de l'Allemagne. Nous n'en sommes que plus satisfaits de saluer une réaction plus nette de la Présidente du Medef qui, dans une interview (à nouveau) aux Echos (mercredi 23) a sonné l'alarme sur deux points décisifs des projets gouvernementaux : la fiscalité et les retraites.

Sur la fiscalité, le Medef a chiffré à 27 milliards d'euros les changements prévus pour la fiscalité des entreprises. De quoi ruiner ce qui est encore debout. « Le pire serait

encore à venir », dit Laurence Parisot. Cela aggraverait encore l'écart avec les concurrents allemands : le coût du travail a augmenté en dix ans (2002-2012) de 20 % en Allemagne, et de 50 % en France.

La cause principale de l'écart et de la faible compétitivité de nos entreprises : les charges sociales. Or, le gouvernement demanderait l'augmentation des cotisations vieillesse d'un point. C'est « à la limite du supportable ». Mais comment sauver les caisses complémentaires de retraites Agirc (cadres) et Arrco (salariés), dont les réserves auront fondu de 50 % en un an pour l'Agirc et de 10 % pour l'Arrco ? De façon générale, en est-on encore à « sauver la répartition » ? Se profile alors une

réflexion sur une réforme « systémique », rejetée jusqu'à présent, bien que François Chérèque et la CFDT ait dénoncé le gaspillage des cotisations qui ne sont pas capitalisées et ne rapportent donc rien.

Inutile de préciser que la « retraite à 60 ans » est à l'inverse de ce qu'il faut faire, non pas que l'âge de la retraite devrait être reculé plutôt qu'avancé mais que le bricolage sur l'âge de la retraite ne rime à rien, si ce n'est masquer une hausse des cotisations et une baisse des pensions. **Ce n'est pas le paramètre qu'il faut changer mais le système.** François Hollande et les siens se sont fait élire sur l'utopie de la retraite à 60 ans ; elle se dissipe déjà. •

A Bruxelles, on a « tout mis sur la table »

Mais François Hollande a vite repris sa marchandise

François Hollande aime bien l'expression. Quand les autres ne partagent pas ses vues, il demande qu'on mette « tout sur la table ».

Mardi soir à Bruxelles, il a mis sur la table les euro-obligations ou euro-bonds. Le jeu de cette émission d'emprunts garantis par les Etats de l'Union Européenne consiste à « mutualiser la dette » : ceux qui ont perdu tout crédit et accumulé une dette astronomique peuvent se dispenser d'emprunter sur les marchés financiers à leur propre compte, parce que ce sont tous les Européens, créditeurs ou débiteurs, qui emprunteront, les bons élèves servant de caution aux mauvais. En clair, les Allemands et les quelques pays structurellement créditeurs (comme les Suédois) s'engageraient à payer pour les débiteurs invétérés. Tant

que la France était du bon côté, l'opération était plausible. Mais à son tour la France a perdu beaucoup de son crédit, de sorte que l'essentiel du risque pèserait sur les Allemands. Ils n'en veulent pas.

Après quoi, François Hollande a mis sur la table la taxe sur les transactions financières. Ici ce sont les Anglais qui la refusent, craignant à juste titre que la place de Londres soit désertée au profit de quelque paradis financier américain ou asiatique. De plus les Anglais utilisent beaucoup plus les fonds d'investissements que les banques pour financer les crédits longs, et seraient donc davantage touchés par une telle taxe.

Reste enfin la lancinante question des Grecs. Pour l'instant l'accord pour garder la Grèce dans la zone euro

semble encore solide, mais en Allemagne, beaucoup d'amis d'Angela Merkel souhaitent la rupture. Les banques créancières des Grecs sont surtout françaises (le Crédit Agricole est fortement menacé), tandis que les pertes sur les crédits accordés par le Fonds Européen de Solidarité Financière seraient à la charge de l'Union entière (mais l'Allemagne a été le plus gros apporteur au Fonds).

Tous ces résultats paraîtront bien minces au regard des airs de Matamore du Président, qui voulait revoir tous les traités et toute la politique économique de l'Union. Les discours sur la finance, la spéculation, la nouvelle Europe solidaire, vont peut-être s'entendre quelques semaines encore, au moins jusqu'aux législatives. Puis on passera aux choses sérieuses, restées sous la table. •

Cette nouvelle rubrique est destinée à améliorer la connaissance du libéralisme, présentée la plupart du temps en France sous une forme caricaturale. La semaine dernière j'ai rappelé que le libéralisme, ce n'est pas l'anarchie, mais au contraire « l'état de droit ».

« La propriété, c'est le vol »

« Il ne se dit pas en mille ans deux mots comme celui-là [...] Je n'ai d'autre bien sur la terre que cette définition de la propriété. Je la tiens pour plus précieuse que les millions de Rothschild et j'ose dire qu'elle sera l'évènement le plus considérable du règne de Louis Philippe ».

Proudhon était content de sa formule, et il avait raison : pour creuse et incohérente qu'elle soit (pour qu'il y ait vol il faut qu'il y ait propriété) elle va convaincre des millions de personnes qu'une société fondée sur le droit de propriété est injuste et ne peut survivre. Marx fera beaucoup pour amplifier le message de Proudhon, en précisant que la propriété du capital permet de voler les travailleurs.

« L'homme naît propriétaire »

A la formule de Proudhon répond celle de Bastiat. La propriété est de droit naturel, puisqu'elle est liée à la nature de l'homme. Chaque être humain est unique et irremplaçable, sa dignité s'exprime à travers sa personnalité : par son action personnelle il s'affirme et s'épanouit. L'homme est heureux quand il peut montrer ce dont il est capable, quel mérite il a eu, quel bienfait on peut lui reconnaître. Comme un métal, l'homme s'identifie par ses propriétés.



Pierre Joseph Proudhon
1809-1865

Le collectivisme interdit cette identification, et dilue le fruit de l'action individuelle dans un collectif irresponsable. « Séparer l'homme de ses facultés, c'est le faire mourir ; séparer l'homme du produit de ses facultés, c'est encore le faire mourir ». Les régimes totalitaires tentent de faire mourir l'homme en le privant de la propriété individuelle, ils n'y réussissent que par l'esclavage et la terreur. Mais tôt ou tard l'élan vital de la propriété reparait et triomphe.

Propriété et responsabilité

Dans la parabole du bon pasteur (Jean, 10, 11-18) le bon pasteur

donne sa vie pour les brebis, alors que « le berger mercenaire, lui, n'est pas le pasteur car les brebis ne lui appartiennent pas [...] Ce berger n'est qu'un mercenaire, et les brebis ne comptent pas vraiment pour lui ».

Aristote avait aussi noté que l'on ne gère bien que ce dont on est propriétaire. Etre propriétaire, c'est « répondre » de ce que l'on fait, de ce que l'on a.

Le droit de propriété a pour corollaire le devoir de propriété : « donner sa vie pour les brebis », assumer ses échecs. Voilà pourquoi la propriété se mérite, elle s'inscrit dans le long terme et n'est pas le sous-produit d'un hasard. Le bon propriétaire apporte le plus grand soin à conserver, améliorer, cultiver, les biens qui lui appartiennent.

Par contraste, la « tragédie des communs » démontre que ce qui appartient à tout le monde n'appartient à personne (*res ullius, res nullius*) et se détruit nécessairement. Si l'essor économique appelé « révolution industrielles » s'amorce à partir de la fin du 17^{ème} siècle en Angleterre, c'est que le Parlement a autorisé les « enclosures », les propriétaires terriens vont enclore leurs champs et pratiquer une culture intensive, là où il n'y avait que « terres de vaine pâture ».

Propriété et service de la communauté

Si le droit de propriété est incontestable dans son principe, reste à savoir comment il est reconnu et respecté au sein de la communauté. N'y a-t-il pas conflit entre l'appropriation privée et le fait que la terre ait été donnée en partage à l'humanité entière ? La question de la « destination commune des biens » a été soulevée pendant des siècles mais Saint Thomas d'Aquin l'a tranchée de façon pertinente, en écartant l'idée d'une propriété commune (nul ne pourrait alors s'approprier la terre) pour lui donner un sens négatif : au début il n'y a pas eu attribution de la terre, donc la terre appartiendra à celui qui lui donnera une destination commune. C'est la destination des biens qui est commune. Cela signifie que la propriété sera reconnue à celui qui met en valeur les ressources disponibles. John Locke établit le principe du « premier occupant », qui découvre une terre nouvelle et l'exploite : il se voit reconnaître le droit de se l'approprier. Les débats autour de la propriété foncière s'élargissent aujourd'hui à toutes les formes de ressources : pas seulement la terre et les richesses qu'elle renferme, mais aussi les idées, la connaissance, les techniques.

La protection des droits de propriété

Les libéraux attendent de l'Etat la garantie des droits de propriété, et pas du tout l'attribution ou la distribution de ces droits. La loi n'est pas la source de la propriété, puisque la propriété est de droit naturel.



Harold Demsetz

1930-

Mais la protection des biens et des personnes autorise le recours à la coercition dont l'Etat a le monopole.

Les libéraux de l'école des droits de propriété (Demsetz, Alchian, Pejovitch) ont insisté sur la nécessité de donner au droit de propriété un contour précis. Lorsque les droits de propriété ne sont pas définis avec assez de rigueur, ils perdent leur efficacité ; la misère, voire les conflits dans les pays pauvres s'expliquent par l'absence ou l'imprécision de droits de propriété privée. Par contraste, des droits de propriété précis rendent possible la naissance d'un marché des droits de propriété : la propriété va circuler et, ce faisant, trouver sa juste valeur : elle sera entre les mains de ceux qui prétendent lui donner la meilleure destination.

Excluabilité, transférabilité et divisibilité

Les juristes définissent les attributs de la propriété comme les

rapports entre les individus et la chose : l'usus, le fructus et l'abusus, droits de se servir d'une chose, de jouir de ses fruits et d'en disposer.

De son côté, l'école des droits de propriété voit dans la propriété une règle de comportement dans les relations entre personnes à propos d'une chose. **Elle implique excluabilité, transférabilité et divisibilité.**

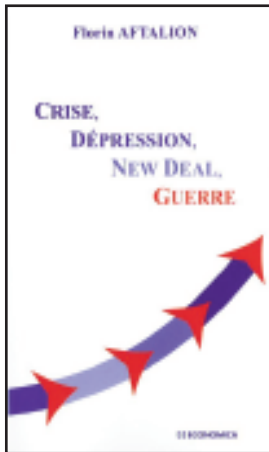
L'excluabilité signifie que la chose est réservée à son propriétaire, mais elle peut faire l'objet d'une transaction (un échange ou un don : transférabilité), et ce pour tout ou partie de la chose (divisibilité).

Grâce à ces trois caractéristiques la propriété va passer de mains en mains.

La propriété est en fait à la base de l'échange, qui lui-même est la raison d'être de l'économie.

On ne peut échanger que ce que l'on possède. Sans propriété pas de don, pas de troc, et pas de marché. Pas de générosité ni de solidarité non plus, pas de justice distributive.

C'est sans doute la raison pour laquelle, quelques années après avoir lancé sa fameuse formule, Proudhon a redécouvert la « possession » : « *Je suis pour l'alleu et contre le fief* ». Alleu : propriété complète, sans redevance à qui-conque. Fief : propriété conditionnelle impliquant le versement d'une redevance au seigneur. Aujourd'hui Proudhon se désespérerait : nous subissons le fief, et payons grassement le seigneur. •



Florin Aftalion

Crise, Dépression, New Deal, Guerre

En 1929 et dans les années qui ont suivi, cet enchaînement a été fatal : la crise a plongé l'économie mondiale dans une profonde dépression. Avec le New Deal, Roosevelt a pratiqué une politique socialiste : planification, grands travaux, nationalisation des banques, protectionnisme. La dépression n'a pas été vaincue, elle est au contraire devenue mondiale puisque les échanges internationaux ont pratiquement disparu, chaque pays a cherché à s'en sortir en

s'isolant du reste du monde. Ce nationalisme économique a engendré naturellement la xénophobie, le populisme, et la guerre a été la rançon finale de tous ces dérèglements.

Pouvons-nous craindre un tel enchaînement ? Quelles sont les erreurs à ne pas commettre aujourd'hui face à la crise ? La réponse est dans l'ouvrage de Florin Aftalion, qui démonte le volet financier de ce qui s'est passé avant, pendant et après 1929.

Les interprétations de la Grande Dépression reposent souvent sur des idées fausses. La crise aurait-elle été déclenchée par les spéculateurs de Wall Street, était-elle une « crise du capitalisme » ? Point du tout. La dépression aurait-elle été provoquée par l'inaction du Président Hoover ? Certainement pas. Roosevelt a-t-il sorti l'Amérique de la crise grâce à une politique keynésienne ? Encore faux, Roosevelt n'a pas réduit le chômage, il l'a amplifié.

Alors quoi ?

A la lumière de recherches parfois très récentes, Florin Aftalion, professeur émérite à l'Essec, ayant enseigné très régulièrement aux Etats-Unis, rétablit le véritable enchaînement des causes et conséquences qui ont amené, aggravé et prolongé la Grande Dépression.

La crise actuelle a été générée par des erreurs monétaires et financières de même nature que celles qui ont été commises jadis : interventions sur les marchés financiers, soutiens d'activités au bord de la faillite, laxisme des banques centrales, dérèglements monétaires internationaux.

Va-t-on maintenant jouer les dernières scènes du scénario-catastrophe ? Florin Aftalion met en garde contre la tentation qui habite beaucoup de dirigeants : noyer la crise dans l'inondation monétaire et la diabolisation des marchés financiers. Après avoir lu l'ouvrage de Florin Aftalion, nul ne pourra dire « on ne savait pas ». Seuls l'aveuglement idéologique et l'ignorance économique expliquent les faux remèdes administrés aujourd'hui dans certains pays, dont le nôtre. Il est temps de connaître enfin la véritable histoire des années 1930, pour en tirer les leçons et éviter une guerre qui commence par être économique mais peut finir par être mondiale. Il faut s'empresse de quitter le sentier de la guerre pour revenir à la voie de l'économie marchande et mondialisée.

Crise, Dépression, New Deal, Guerre, éd. Economica, Paris, mai 2012



Le cercle Renaissance présidé par Michel de Rostolan décerne chaque année le prestigieux prix Renaissance de l'Economie. Le lauréat 2012 est Alain Mathieu. Il a été couronné sans doute pour son œuvre récente, « Le modèle anti-social français » (2009) et « Ces mythes qui ruinent la France » (2012). Mais c'est aussi le Président de Contribuables Associés qui a été honoré, ainsi que sa carrière exemplaire : ce polytechnicien économiste a quitté la fonction publique (direction de la prévision aux Finances) pour devenir chef d'entreprise et réussir brillamment à la tête du Bon Marché, de Conforama et de Soroma.



Alain Mathieu a été présenté par un ancien lauréat Bernard Zimmern, autre grand libéral, fondateur et président de l'IFRAP.



A l'invitation de Contribuables Associés et de l'IREF, 300 personnes se sont retrouvées à Paris mercredi 23 au soir pour une réunion sur le thème « A quoi servent les riches ? », question posée dans leur best seller par Jean Philippe Delsol et Nicolas Lecaussin, qui ont rappelé la réponse : grâce aux riches il y a moins de pauvres. Si en France on n'aime pas les riches, ce n'est pas le cas en Angleterre (Pr. Victoria Curzon-Price) ni en Suisse où on respecte les droits des gens, riches ou pauvres (Pierre Bessard, directeur de l'Institut Constant à Zurich). Le succès d'affluence confirme que le libéralisme intéresse le grand public. Les médias aussi, puisque le colloque (filmé) aura été retransmis en différé vendredi 25 par Capital.fr, qui a invité 500.000 de ses internautes à le regarder.